

Conversations israélo-palestiniennes

« Si Netanyahu ne sent pas la pression diplomatique, la seule chose qu'il fera c'est provoquer une perte de temps, un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre. Nous devons trouver des solutions définitives dès maintenant ».

ENTRETIEN *avec Nabil Shaath par J.G.*

Nabil Shaath est un vétéran de la politique palestinienne. Né en 1938 à Safed (Israël), il fait partie des centaines de milliers de réfugiés qui ont abandonné leur terre natale pour s'installer dans les pays voisins. Pour lui, c'est en Égypte qu'il émigre et poursuit ses études universitaires, qu'il complète ensuite à l'Université de Pennsylvanie (États-Unis). Il travaille comme professeur à l'Université américaine de Beyrouth (Liban), où il coïncide, entre autres, avec le futur Premier ministre Salam Fayyad. En 1970, il entre dans l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et devient son premier représentant auprès des Nations unies. En 1991, Shaath fait partie de l'équipe des négociateurs palestiniens qui assistent à la Conférence de Paix de Madrid et a été l'un des rédacteurs de la Déclaration de principes de 1993 mise en marche par le Processus d'Oslo. Il devient alors le principal négociateur de l'Accord Gaza-Jéricho sur le retrait des troupes israéliennes des zones autonomes palestiniennes de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Au cours des gouvernements successifs de Yasser Arafat, il est nommé député du Conseil législatif, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Planification et de la coopération internationale. Grâce à son expérience, il connaît mieux que quiconque le processus de négociation. Shaath reçoit **AFKAR/IDEES** dans les bureaux de l'OLP à Ramallah.

AFKAR/IDEES : *Le vingtième anniversaire de la Déclaration de principes*

vient de se célébrer. Quels facteurs ont permis de réussir le processus de négociation ?

NABIL SHAATH : En réalité, le processus de négociation avait commencé en 1988, au moment où le Conseil national palestinien, réuni à Alger, déclarait l'indépendance de la Palestine et reconnaissait le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité. À ce moment-là, l'OLP avait posé deux conditions pour les négociations qui correspondaient aux résolutions 242 et 338 des Nations unies. Malheureusement, il a fallu attendre 14 ans pour que les USA et la communauté internationale reconnaissent la légitimité et l'honnêteté de nos positions, ce qu'ils ont fait en 1982 après l'invasion israélienne du Liban. C'est alors que nous avons jeté les bases du processus avec quelques membres du « camp de la paix » en Israël qui se sont réunis avec nous, en dépit du fait que nous étions considérés comme des membres d'une organisation terroriste. La première Intifada (1988-1991) fait prendre conscience à Israël de la nécessité de résoudre la question palestinienne, tandis que l'effondrement et la désintégration de l'Union soviétique et la guerre du Golfe rendaient possible la Conférence de Paix de Madrid.

A/I : *Comment a donc commencé le Processus d'Oslo ?*

N.S. : L'élection d'Yitzhak Rabin et la formation d'un gouvernement de gauche en Israël ont permis la créa-

tion de groupes de travail israélo-palestiniens. Nous avons fait alors appel aux ministres des Affaires étrangères de pays européens comme la Hollande, l'Autriche et la Suède dans l'idée qu'ils pourraient être les parrains idéaux du processus, mais ceux-ci ont refusé. Finalement, le ministère des Affaires étrangères de Norvège a exercé le rôle de médiateur, ce qu'il a fait avec efficacité et discrétion.

A/I : *Que pourriez-vous souligner du Processus d'Oslo ?*

N.S. : Le Processus d'Oslo a constitué une méthode tout à fait innovante et à la fois possibiliste. Le fait que les questions du Statut définitif ont été reléguées en fin d'accord, pendant que nous négocions et appliquions les questions intérimaires, l'a transformé en un processus très créatif. Par ailleurs, le caractère très personneliste du processus s'avéra contre-productif – les acteurs éminents étaient Rabin et Simon Peres. Cependant, il a permis par exemple, que 250 000 réfugiés soyons retournés en Cisjordanie et à la Bande de Gaza y qu'Israël mette fin à sa politique de déportation de Palestiniens. Mais les questions de Statut définitif ont été reléguées indéfiniment.

A/I : *Quelles leçons avez-vous tiré d'Oslo ?*

N.S. : L'expérience d'Oslo nous a permis de conclure que le processus de

” Nous ne devons pas chercher un accord interimaire, nous devons négocier toutes les questions structurelles

négociation ne doit pas être bilatéral. Nous avons besoin d'un parti tiers capable de jouer un rôle d'arbitrage. Nous ne devons pas non plus prétendre à un autre accord intérimaire reportant les questions structurelles, mais nous devons négocier toutes et chacune de ces questions. Nous pensons que l'établissement de frontières provisoires n'est pas une bonne idée, nous devons les établir dès le début, sur la base des résolutions 242 et 338 des Nations unies.

A/I : *Qu'est-ce qui a pu conduire à la faillite du Processus d'Oslo ?*

N.S. : À mon avis, le processus a échoué pour plusieurs raisons. Tout d'abord, à cause de l'assassinat de Rabin. Je vous assure que lorsque j'ai communiqué la mauvaise nouvelle à Arafat, il répondit « ils ont tué le processus de paix ». Deux semaines auparavant, nous l'avions vu à Washington et il reconnaissait la nécessité de créer un État palestinien indépendant. Mais son meurtre et l'élection de Benjamin Netanyahu en 1996 ont rompu cette possibilité. De même que l'élection du Premier ministre Ehud Barak car, bien qu'étant du Parti travailliste comme Rabin et Perès, il avait une attitude très différente. D'une part, il a refusé de maintenir un contact direct avec Arafat et a toujours utilisé des intermédiaires. D'autre part, il a relégué toutes les questions clés à la négociation du Statut définitif, en remettant à plus tard la mise en œuvre d'autres questions mineures que nous avons déjà négociées, ce qui a provoqué une indignation et un désespoir qui ont finalement débouché sur l'explosion de la seconde Intifada.



Nabil Shaath, ancien responsable de l'équipe palestinienne de négociateurs./J.G.

A/I : *Mais il insiste en disant qu'au cours des négociations de Camp David (2000), il avait mis sur le tapis les propositions les plus généreuses jamais faites par un gouvernement israélien...*

N.S. : Je dirais plutôt les propositions les plus trompeuses. Car comme aucun document n'avait circulé et qu'aucune carte n'avait été montrée – la condition étant que tout le monde devait rester dans les salles de réunion – il réussit à tromper et à tout nier devant l'opinion publique israélienne. C'était donc sa parole contre la nôtre. Bill Clinton, alors président des USA, a pris parti pour lui pour l'aider à gagner les élections mais sans succès et Sharon a accédé alors au pouvoir. Par ailleurs, les pourcentages de retrait de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza étaient absolument insuffisants, bien qu'il essayait de convaincre l'opinion publique du contraire.

A/I : *Alors que Barak reproche aux Palestiniens d'avoir fait des concessions à Camp David, d'autres disent que c'est lui qui les a faites à Taba.*

N.S. : Les négociations de Taba furent tout à fait différentes de celles de Camp David. Le côté israélien était représenté par une sorte de *Dream Team* composé, entre autres, par Yossi Beilin, Yossi Sarid et Shlomo Ben Ami. Nous sommes passés de négocier la restitution de 79 % des territoires occupés à parler de 97 %. C'est là une base solide pour la négociation, tout comme les dénommés « paramètres de Clinton ». Je crois donc que le gouvernement israélien actuel commet une grave erreur quand il dit qu'il veut commencer à négocier de zéro. Il faudrait reprendre les négociations sur les bases établies lors des négociations de Taba et les paramètres de Clinton.

Avant d'articuler un plan d'investissement nous devons tout d'abord jeter les bases politiques

A/I : *Pensez-vous que le gouvernement israélien actuel souhaite réellement négocier ?*

N.S. : Je crois qu'il y a quelque ministre et député du parti de Yair Lapid, Yesh Atid, qui est disposé à le faire, tout comme celui de Hatnuah dirigé par Tzipi Livni, mais ni le Likoud de Netanyahu, ni l'Israël Beytenou de Libermann, ni l'Habayit Hayehudi de Bennett ne veulent négocier. Je crois donc que les chances de réussite sont très minces. Les partisans de la paix se trouvent au sein d'autres groupes parlementaires de la *Knesset*. Par conséquent, je dois vous avouer que je suis assez pessimiste sur le dénouement de cette nouvelle ronde de négociation. Surtout après avoir vu que l'on continue de construire de nouveaux logements dans les colonies, que l'on continue de restreindre notre accès à Jérusalem et de confisquer des propriétés en s'appuyant sur la législation de l'absentéisme des propriétaires et comment on diabolise la Bande de Gaza. Il est donc très difficile, voire même impossible, que les négociations aient une chance d'aboutir.

A/I : *Pensez-vous que les USA se sont formellement engagés dans sa réussite ?*

N.S. : Malgré les grands efforts déployés par le secrétaire d'État John Kerry, je pense que les USA n'ont pas appris la leçon. Il est incroyable que l'on essaye maintenant de convaincre l'UE de reporter l'application des sanctions infligées aux institutions et aux centres de recherche situés dans les Territoires occupés. Il est incroyable que Kerry ne se soit pas rendu compte que le gouvernement israélien actuel négociera

uniquement sous pression, comme l'avait fait celui d'Isaac Shamir en 1991. Shamir n'aurait jamais participé à la Conférence de Madrid si le gouvernement de George Bush Senior et James Baker n'avait pas décidé de suspendre les crédits et les aides financières. Si Netanyahu ne sent pas la pression diplomatique, la seule chose qu'il fera, c'est provoquer une nouvelle perte de temps, un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre. Nous devons trouver des solutions définitives, dès maintenant.

A/I : *À quel point une attaque des USA en Syrie pourrait-elle affecter les négociations ?*

N.S. : Nous nous opposons au lancement d'une attaque contre la Syrie de la part des USA et de ses alliés. Nous pensons que cela ne contribuera pas à résoudre le problème, au contraire, il s'aggraverait. Et entre-temps, la seule chose à laquelle on arrivera, ce sera à provoquer la mort de davantage d'innocents. Nous pensons qu'une éventuelle intervention militaire en Syrie de la part de l'administration d'Obama provoquerait l'ouverture de beaucoup de fronts et que Netanyahu en profiterait pour geler, d'une manière subtile, le processus et pour faire échouer les négociations.

A/I : *Que pouvez-vous nous dire du plan d'investissement pour la Cisjordanie présenté lors de la réunion du Forum économique mondial tenue sur la mer Morte ?*

N.S. : Je pense que c'est une excellente idée mais, qu'auparavant, les conditions politiques le rendant viable doi-

vent être réunies. Il ne faut pas oublier que nous devons, tout d'abord, être libres et indépendants et c'est seulement après que nous pourrions ambitionner une prospérité économique et financière. Il ne faut pas oublier que nous ne gérons toujours pas notre propre territoire ni nos ressources naturelles et que la liberté de circulation de personnes, de marchandises, de capitaux et de services est toujours entravée. Nous devons tout d'abord jeter ces bases et à partir de là, nous pourrions articuler un plan d'investissement et de relance économique.

A/I : *Ne croyez-vous que ce plan d'investissement pourrait s'avérer plus efficace que les investissements publics qui accompagnaient Oslo ?*

N.S. : Il est vrai que les grands projets d'infrastructures ont été financés grâce à l'aide internationale, mais aussi à l'investissement privé. Des entrepreneurs, des hommes d'affaires palestiniens exilés ont investi environ un milliard d'euros pour mettre en marche des projets propres à l'Autorité nationale palestinienne, comme par exemple la Bourse. Cependant, comme je vous l'ai dit, notre principale priorité est d'obtenir la souveraineté de notre territoire et de ses ressources naturelles. Et à partir de là, faire tout pour créer de la richesse et des emplois. Les dénommés « dividendes de la paix » pourraient donner un coup de pouce économique à la région, ce qui serait non seulement positif pour nous, mais aussi pour les Israéliens. Si les négociations favorisaient ce genre de cadre, je suis convaincu que nos entrepreneurs seraient disposés à contribuer à la prospérité économique du nouvel État de Palestine. ■